

Lettre à Madame la ministre de la Culture

Posté dans 7 février, 2018 dans actualites.

*Nous avons reçu cette lettre que Robin Renucci et d'autres directeurs de Centres Dramatiques Nationaux vont adresser à Françoise Nyssen, Ministre de la Culture et que, bien entendu, nous publions.*

*Vous pouvez la transmettre aux amis, à votre réseau et d'abord **envoyer avant ce mercredi soir votre signature à Frédéric Perouchine: perouchinef@gmail.com**, secrétaire général de l'Association des Centres chorégraphiques nationaux, de l'Association des Centres dramatiques nationaux et de l'Association des Centres de développement chorégraphique nationaux, 12-14 rue Léchevin 75011 Paris. T: +33 (0)6 63 17 49 51*

Madame la Ministre de la Culture,

Vous avez convié certain.e.s d'entre nous à la fin de l'automne à un dîner pour parler de nos différentes actions auprès des exilé.e.s qui cherchent actuellement refuge en France. Nous vous avons proposé alors d'organiser une commission dont nous étions prêt.e.s à prendre la charge, afin d'établir un dialogue avec le ministère de l'Intérieur. Nous avons insisté sur la nécessité et l'urgence d'ouvrir ce dialogue entre les artistes, les acteur.trice.s culturel.le.s et le ministère de l'Intérieur, dialogue sans lequel tous nos efforts, tout notre travail en direction des milliers d'exilé.e.s restent une goutte d'eau dans l'océan des violences qu'ils et elles subissent aujourd'hui sur notre territoire, dans cette France qui pour elles et eux représentait pourtant la patrie des droits de l'homme, une terre d'asile et de refuge, et qui n'est plus aujourd'hui, pour ces femmes, ces enfants et ces hommes, qu'un endroit de violence et de rejet. Notre demande est restée lettre morte.

Vous avez lancé récemment un appel au milieu culturel et artistique à faciliter aux exilé.e.s l'accès à la culture, à développer des ateliers artistiques avec elles et eux, pour les aider à patienter le long des files d'attentes administratives.

Madame la Ministre, sachez que voici des mois, des années, que nous menons ces actions, que nous faisons, nous, artistes, acteurs et actrices culturelles, tout ce qui est en notre pouvoir pour soulager la misère, l'impact des violences subies, à tous les endroits où nous pouvons agir, que ce soit en tant que directeur.trice.s de structures culturelles, de lieux de création, que ce soit en tant qu'artistes. Quels que soient nos moyens, nous sommes des milliers en France à tenter d'agir avec d'autres citoyen.e.s et des associations qui luttent quotidiennement, pour aider, soutenir, accompagner ces vies blessées, ces parcours meurtris, ces frères et sœurs humaines qui ont tout perdu, tout laissé derrière eux, non pas pour « profiter » des « pavés dorés » de notre République, mais par nécessité vitale. On ne quitte pas son pays, ceux qu'on aime, son histoire et sa vie, par envie de confort, mais parce qu'on ne peut pas faire autrement.

Nous ne menons pas ces actions parce que nous sommes artistes et gens de culture, nous le faisons, Madame la ministre, parce que nous sommes avant tout des citoyen.ne.s, qui, comme des milliers d'autres citoyen.ne.s, de tous bords, de tous milieux, voient en ces exilé.e.s des frères et sœurs humains en souffrance. Nous le faisons en ayant chaque jour un peu plus honte de notre pays, de la façon dont ce pays que nous aimons et dont nous défendons avec fierté et force l'expression culturelle, trahit ses engagements, sa devise et son histoire, ampute son avenir. Nous le faisons en ressentant de la honte devant l'étonnement et le désespoir de ces femmes et hommes qui ne parviennent pas à comprendre que ce soit ça, la France, un pays où on fait la chasse aux exilé.e.s, aux réfugié.e.s, où on brutalise des enfants, où on use de la matraque contre eux, où on détruit les pauvres tentes dans lesquelles se réfugient des familles, ces tentes posées au milieu de l'hiver glacé sur l'asphalte de nos grandes villes, au milieu de nos illuminations de Noël.

On ne mène pas un atelier de théâtre, de danse, d'art plastique, d'écriture, de vidéo, avec des enfants en exil pour ensuite les remettre dehors dans le froid, sans se soucier de ce qu'ils mangeront le soir, et s'ils dormiront dans la rue. On n'accueille pas des femmes et des hommes à un spectacle ou à un film pour ensuite les mettre à la porte sans se soucier de la faim et de la peur qui les tenaillent. On ne monte pas une chorale avec des femmes et des enfants pendant des mois, pour ensuite leur tourner le dos quand ils reçoivent contre toute attente une injonction de reconduite à la frontière, vers la prison, la faim, les tortures, le viol ou une mort certaine. (...)

Un frère ou une sœur, et encore d'avantage un enfant, on ne le laisse pas à la rue une fois la rencontre faite. On ne le laisse pas se débrouiller seul.e devant des policiers qui chargent, qui gazent, devant des circulaires qui font la chasse à l'homme. Non ! On l'aide comme on peut, on l'accompagne, on l'héberge, on lui ouvre nos théâtres, nos salles de répétition, nos maisons, pour le ou la protéger de la rue et de ses violences, on évite les contrôles de police avec lui ou elle, on le fait ou la fait changer de domicile en pleine nuit, quand on sait qu'il va y avoir une descente de police, on monte des dossiers, des recours, on le ou la cache, on l'aide à circuler, à trouver de quoi manger. On noue des solidarités, avec tel.le policier.e qui vous prévient anonymement qu'un tel va être arrêté, avec tel.le enseignant.e qui fait l'impossible pour empêcher qu'un enfant soit retiré de son école, qui passe son temps libre à donner bénévolement des cours de français, avec telle famille qui va accueillir chez elle un mineur isolé sans papier et tenter de l'accompagner dans la jungle administrative actuelle, avec tel médecin, qui va soigner sans rien demander en retour, et surtout pas les «papiers».

Aujourd'hui il ne s'agit pas de faire des ateliers de théâtre ou de dessin. Aujourd'hui, Madame la Ministre, nous luttons contre les pouvoirs publics, contre les injonctions et les blocages kafkaïens des administrations, contre les contrôles, contre les refus de protection des mineur.e.s, contre les violences policières. Aujourd'hui, nous nous retrouvons dans l'obligation morale de désobéir, pour

compenser l'indignité d'une politique migratoire parmi les plus inhumaines de notre histoire contemporaine.

Aujourd'hui, nous sommes, nous, artistes, acteurs et actrices du monde de la culture, en lutte et en résistance contre l'Etat français, par solidarité humaine, par fierté d'être de ce pays, non pas de la France qui rejette et pourchasse, violente et opprime les plus démunis.e.s, les plus pauvres, celles et ceux qui demandent aide et assistance, mais la France terre d'asile, la France pays des droits humains, la France telle que l'ont imaginée ces milliers d'exilé.e.s, ces milliers de personnes fuyant la violence sous toutes ses formes et qui trouvent ici une violence qu'ils ne comprennent pas et qui les terrorise. Nous le faisons aussi, parce que l'histoire nous jugera et que le jugement de nos enfants et de nos petits-enfants sera terrible, si nous ne faisons rien.

Aujourd'hui nous sommes devenus, par la force des choses, coupables de délit de solidarité, nous sommes passibles de sanctions pour aider, soutenir, de toutes les manières possibles, des gens en souffrance qui sont pourchassés de manière inique par l'Etat français. Aujourd'hui, donc, Madame la ministre, nous nous dénonçons.

Votre appel au milieu de la culture et de l'art nous permet de nous avancer à la lumière et d'affirmer haut et clair ce que nous faisons aujourd'hui. Nous sommes fier.e.s et heureux.ses de vous compter parmi nous, comme résistante à la violence actuelle instaurée par l'Etat, car nous comptons sur vous pour aller au bout de la logique de votre appel. Ainsi nous vous invitons à nous prêter main forte en exigeant l'ouverture d'un réel dialogue avec le Ministère de l'intérieur, d'exiger que ses circulaires ne viennent pas détruire tout ce que nous tentons de mener jour après jour, d'exiger au contraire que tous les moyens soient mis en place pour soutenir l'effort des citoyens et citoyennes qui chaque jour partout dans ce pays œuvrent pour tenter de suppléer avec leurs faibles moyens aux manquements criminels de l'Etat.

Nous demandons à l'état d'ouvrir un véritable dialogue avec la société civile, avec toutes celles et tous ceux qui œuvrent auprès des

réfugié.e.s dans notre pays, pour réfléchir et mettre en œuvre concrètement des solutions d'accueil.

Nous en appelons à un réveil de la conscience de celles et ceux qui ont été élu.e.s par le peuple face à ce drame humain et sociétal que l'Etat orchestre à l'intérieur de ses frontières. Nous vous appelons à soutenir nos actions en permettant qu'elles ne soient pas annihilées par des contre-mesures de répression d'État, et à peser de tout votre poids pour cela.

Si notre appel n'est pas entendu, Madame la ministre, sachez que nous poursuivrons notre action et que nous déclarons à présent, nous rendre coupables de délit de solidarité.